



CASSE DE LA SNCF : Y'EN A MARRE !

En octobre 2013, le Ministre des Transports présentait le projet de réforme ferroviaire : « Elle permettra de moderniser le service public ferroviaire, pour le rendre plus efficace et moins coûteux, au service de tous les Français ».

Lors du conflit social des cheminots en juin 2014, la Direction SNCF se répandait dans les médias par un spot intitulé « Y'en a marre ».

Le Premier Ministre et le Président de la SNCF qualifiaient la grève « d'irresponsable » et « d'incompréhensible ».

Qu'en est-il aujourd'hui de l'efficacité attendue ?

À peine cette réforme se met-elle en place, que ses effets les plus néfastes, dénoncés par les cheminots en juin dernier, se font ressentir.

Les dysfonctionnements qui traduisent les réductions de moyens humains et matériels se multiplient : retards et suppressions de trains, fermetures de lignes, suppressions d'arrêts, fermetures de gares, de guichets, des trains sans contrôleur, investissements abandonnés pour l'acquisition de nouvelles rames avec de lourdes conséquences pour l'industrie (Alstom, Bombardier...), dégradation de la sécurité et de la sûreté... et une hausse des tarifs SNCF de 2,6 %.

L'équation financière imposée aujourd'hui par les promoteurs de la réforme ferroviaire est insupportable non seulement pour les cheminots, pour les usagers, mais aussi pour l'ensemble de la population :

- Lorsque l'on prend en compte les coûts externes des transports qui sont supportés par la collectivité (accidents, bruits, pollution de l'air, impact sur la biodiversité...), le train est de loin le mode de transport le plus rentable.
- Pourtant, le désengagement des pouvoirs publics se poursuit : politique affichée de développement durable non suivie (écotaxe abandonnée, privatisation des autoroutes), recul des subventions pour le rail...
- Ainsi, les efforts comparés de l'Etat dans l'infrastructure depuis 1970 s'élèvent à 54,6 Mds € pour le ferroviaire, contre 59,3 Mds € pour l'aérien et 88,2 Mds € pour la route.
- La libéralisation du transport par autocar, envisagée dans le projet de loi Macron, risque d'entraîner des suppressions de trains grandes lignes et TER, de nouvelles hausses de tarifs pour les usagers : la mobilité à plusieurs classes, la grande vitesse pour les plus riches, les bus pour les autres.

Ce sont au moins 7500 km de lignes qui sont directement menacées d'après un rapport d'experts qui vient d'être publié pour le CCE de la SNCF, ce qui créerait de véritables déserts ferroviaires. Loin des discours de façade à la veille de conférence Paris Climat 2015, c'est la récession durable économique sociale et environnementale que cette réforme favorise.

La Fédération CGT des Cheminots a construit un projet complet pour développer le service public SNCF avec de nouvelles sources de financement, un pôle public des transports pour développer une réelle complémentarité entre les différents modes, une autre organisation de la production qui parte des besoins exprimés par les populations et qui favorise les synergies, les mutualisations...

Mais le débat est confisqué ! Alors, aujourd'hui, c'est au tour des cheminots, des usagers du rail et de l'ensemble de la population de dire à ceux qui nous gouvernent comme à ceux qui dirigent la SNCF : « Y'en a marre ! ».

Nous vous invitons jusqu'à fin mars devant des mairies, les gares, sur les marchés à venir débattre et exiger d'autres choix !

